|  |  |
| --- | --- |
| Logo of the European Commission, 12 yellow stars on a blue background arranged in a circle and framed by two light grey graphic elements representing the Berlaymont building, which is the headquarter of the European Commission. | EUROPEAN COMMISSION |

AVIS DE VACANCE POUR UN POSTE D’EXPERT NATIONAL DÉTACHÉ

|  |  |
| --- | --- |
| DG — Direction — Unité | NEAR.E3 |
| Numéro de poste dans sysper: | 424170 |
| Personne de contact:  Démarrage prévisionnel:  Durée initiale:  Lieu d’affectation: | Wolfgang NOZAR  3ème trimestre 2024  3 ans  Bruxelles  Luxembourg  Autre: Cliquer ou toucher ici pour introduire le texte. |
| Type de détachement |  |
| Cet avis de vacance est ouvert à:    ainsi que  les pays de l’AELE suivants:  Islande  Liechtenstein  Norvège  Suisse  les pays tiers suivants: ....  les organisations intergouvernementales suivantes: ... | |
| Délai des candidatures | Date limite pour postuler: **25-06-2024 - Les interviews seront organisées entre le 26/06/2024 et le 02/07/2024.** |

Présentation de l’entité (Nous sommes)

La direction E a pour mission de coordonner les ressources et l’expertise de la DG NEAR et des services de la Commission en vue de soutenir les programmes de réforme de l’Ukraine, la coordination de l’aide d’urgence et de la reconstruction et la mise en œuvre de l’accord d’association UE-Ukraine, y compris l’organisation du rapprochement de la législation ukrainienne avec celle de l’UE, ainsi que la mise en œuvre de la facilité pour l’Ukraine.

L’objectif général de l’unité E.3 est de soutenir les réformes dans les domaines de l’état de droit et des droits fondamentaux, de l’administration publique et des institutions démocratiques en Ukraine, y compris des mécanismes de protection des intérêts financiers de l’Union; définir la conditionnalité des politiques en ce qui concerne les questions juridiques, de gouvernance et de lutte contre la corruption, qui constitueront la base du futur soutien financier, et gérer l’assistance financière (aspects procéduraux).

Présentation du poste (Nous proposons)

Un responsable de politiques contribuera à la définition, à la coordination et à la mise en œuvre des politiques de l’UE concernant les relations bilatérales entre l’UE et l’Ukraine dans les domaines des politiques relatives aux fondamentaux et à l’état de droit, en particulier dans les domaines de la lutte contre le blanchiment de capitaux et de l’application de la loi, afin de faire avancer le processus d’intégration de l’Ukraine à l’UE.

Responsabilités principales:

• Suivre la situation et les progrès dans les domaines spécifiques des fondamentaux. Rédiger et mettre à jour des rapports d’analyse complets, des rapports annuels, des rapports de synthèse et/ou des notes d’information.

• Contribuer à l’évaluation des indicateurs du plan de l’Ukraine dans les domaines pertinents des fondamentaux.

• Soutenir le dialogue politique avec l’ensemble des ministères, agences, donateurs et autres parties prenantes dans tous les domaines concernés. Entretenir des contacts efficaces avec les autorités et institutions nationales avec les représentants des missions diplomatiques des États membres, avec les représentants d’organisations internationales et d’institutions financières et avec les organisations de la société civile.

• Contribuer à l’analyse sectorielle et à la définition d’une stratégie sectorielle. Contribuer à la préparation et à la négociation des accords de financement avec les institutions financières bénéficiant du soutien de l’UE en ce qui concerne les aspects liés aux risques.

• Coordonner et/ou contribuer à la cohérence des nouvelles activités d’élaboration des politiques en Ukraine et/ou de leur mise en œuvre avec les objectifs et priorités politiques de la Commission.

Profil du titulaire (Nous recherchons)

Master/doctorat en droit ou dans des domaines connexes.

Au moins 3 ans d’expérience professionnelle pertinente, idéalement dans une institution du secteur publique.

Connaissance des sujets pertinents liés à l’état de droit, en particulier la lutte contre le blanchiment de capitaux, les enquêtes financières, la criminalité économique et la réforme des forces de l’ordre ; une expérience pratique au sein des forces de l’ordre serait un atout.

D’excellentes capacités de communication orale et écrite sont nécessaires en anglais. Capacité de communiquer clairement sur des sujets complexes avec des non-experts dans le domaine.

Critères d’éligibilité

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C (2008) 6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d’éligibilité suivants à **la date de début** du détachement:

* Expérience professionnelle: posséder une expérience professionnelle d’au moins trois ans dans l’exercice de fonctions administratives, juridiques, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions AD.
* Ancienneté: avoir travaillé pendant au moins une année complète (12 mois) auprès de votre employeur actuel dans un cadre statutaire ou contractuel.
* Travaille chez: être une administration nationale, régionale ou locale ou une organisation publique intergouvernementale (OIG); à titre exceptionnel et à la suite d’une dérogation spécifique, la Commission peut accepter des demandes lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (par exemple, une agence ou un institut de régulation), une université ou un institut de recherche indépendant.
* Compétences linguistiques: avoir une connaissance approfondie d’une des langues de l’Union européenne et une connaissance satisfaisante d’une autre langue de l’Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu’il est appelé à exercer. Si vous venez d’un pays tiers, vous devrez démontrer que vous possédez une connaissance approfondie de la langue de l’Union européenne nécessaire à l’accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions de détachement

Pendant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et être couvert par votre système de sécurité sociale (national).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis (e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d’absence de conflit d’intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l’article 17 de la décision END.

Toute personne en poste dans une délégation de l’Union européenne doit avoir une habilitation de sécurité [jusqu’au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à [la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015]](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32015D0444). Il vous appartient de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d’obtenir la confirmation de votre détachement.

Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé (e), veuillez suivre les instructions données par votre employeur pour postuler.

La Commission européenne **n’acceptera que les candidatures qui auront été soumises par l’intermédiaire de la représentation permanente/mission diplomatique de votre pays auprès de l’UE, par le secrétariat de l’AELE ou par le (s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu (s).** Les candidatures transmises directement par vous ou votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez rédiger votre CV en anglais, français ou allemand en utilisant le **format de CV Europass** ([[Créer votre CV Europass | Europass](https://europa.eu/europass/en/create-europass-cv)](http://europass.cedefop.europa.eu/en/documents/curriculum-vitae)). Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas joindre d’autres documents(tels que copie de carte d’identité, copie des diplômes ou attestation d’expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées conformément au règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil[[1]](#footnote-1). Cela vaut en particulier pour la confidentialité et la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité ci-jointe.

1. () Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l’Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) no 45/2001 et la décision no 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39). [↑](#footnote-ref-1)